

FICHE DE PRECISIONS

Relative à l'entrée en vigueur des nouveaux documents pédagogiques concernant l'apprentissage de la conduite

Service émetteur : Ministère de l'intérieur - Délégation à la sécurité et à la circulation routières - Sous direction de l'éducation routière et du permis de conduire - Bureau de l'éducation routière et du permis de conduire.

Résumé :

Entrée en vigueur, à compter du 1^{er} juillet 2014, des nouveaux documents pédagogiques concernant la formation à la conduite. Ces documents se composent du Référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) et des livrets d'apprentissage des différentes catégories de permis de conduire.

Textes de référence :

- Arrêté du 13 mai 2013 relatif au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) qui abroge l'arrêté du 23 janvier 1989 relatif au programme national de formation à la conduite (PNF) ;
- Arrêté du 29 juillet 2013 relatif au livret d'apprentissage de la catégorie B du permis de conduire qui abroge l'arrêté du 22 décembre 2009 relatif au livret d'apprentissage ;
- Arrêté du 12 mai 2014 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2013 relatif au livret d'apprentissage de la catégorie B du permis de conduire et l'arrêté du 19 février 2010 modifié relatif aux modalités de l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire de la catégorie B et de la sous-catégorie B1 ;
- Arrêté du 12 mai 2014 relatif au livret d'apprentissage des catégories A1, A2, A du permis de conduire ;
- Arrêté du 12 mai 2014 relatif au livret d'apprentissage des catégories C1, C1E, C, CE du permis de conduire ;
- Arrêté du 12 mai 2014 relatif au livret d'apprentissage des catégories D1, D1E, D, DE du permis de conduire ;
- Arrêté du 12 mai 2014 relatif au livret d'apprentissage de la catégorie BE du permis de conduire.

Dans le cadre de l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} juillet 2014, des arrêtés relatifs au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) ainsi qu'aux nouveaux livrets d'apprentissage, il est apparu opportun de porter à la connaissance des délégués et inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière ainsi que des professionnels de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière des éléments d'information portant sur ces documents.

Le rôle, le statut et les contenus du REMC ainsi que des livrets d'apprentissage sont précisés aux annexes I et II. Par ailleurs, l'annexe III analyse les conséquences de l'application de ces nouveaux documents sur l'apprentissage de la conduite et l'examen du permis de conduire.

Le programme national de formation à la conduite (PNF), créé par arrêté du 23 janvier 1989, avait instauré une pédagogie par objectifs dont la mise en œuvre s'inscrivait dans les programmes de formation spécifiques à chaque catégorie de permis de conduire eux-mêmes déclinés dans les livrets d'apprentissage mis en place à cet effet.

La rénovation du PNF, d'une part, et des livrets d'apprentissage, d'autre part, est apparue comme nécessaire au regard des réformes intervenues dans la procédure d'évaluation de l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire qui consiste à réaliser un bilan de compétences des candidats, et afin de prendre en compte les exigences de la directive du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire (création de nouvelles épreuves et catégories de permis de conduire).

Il s'agit aussi de prendre en compte l'évolution des connaissances concernant les comportements des conducteurs, notamment sur les influences du contexte sociétal et de l'insécurité routière.

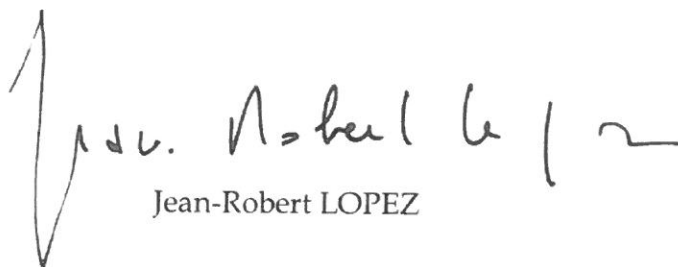
Les nouveaux documents pédagogiques ont été élaborés en concertation avec les professionnels concernés et approuvés par le Conseil supérieur de l'éducation routière (CSER).

Les textes qui entrent en vigueur à compter du 1er juillet 2014 sont ceux cités plus haut dans le cadre « Textes de référence ».

Cette fiche de précisions et ses annexes pourront utilement être diffusées aux établissements d'enseignement de la conduite et de la sécurité routière de votre département.

Le Préfet,

Délégué à la sécurité et à la circulation routières

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mr. Robert Lopez', with a stylized flourish at the end.

Jean-Robert LOPEZ

ANNEXE I

LE REFERENTIEL POUR L'EDUCATION A UNE MOBILITE CITOYENNE (REMC)

L'entrée en vigueur de l'arrêté du 13 mai 2013 relatif au référentiel pour l'éducation à une mobilité citoyenne (REMC) est fixée au **1er juillet 2014** afin de permettre la prise en compte progressive de ses effets sur les formations dispensées dans les écoles de conduite et les centres de formation des enseignants de la conduite ainsi que dans les outils pédagogiques développés par les éditeurs.

Le rôle du REMC, ses caractéristiques et ses principales innovations, au regard du programme national de formation à la conduite (PNF), sont précisés ci-dessous.

I. Rôle

Le REMC se substitue au PNF et devient le nouveau **document de référence de tout programme d'éducation et de formation en matière de sécurité routière**.

Il s'adresse principalement aux professionnels de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière, enseignants et intervenants des différents milieux associatifs et périscolaires.

II. Principales caractéristiques

En lien avec la nouvelle procédure d'évaluation de l'examen du permis de conduire, qui consiste en un bilan de compétences, ce document privilégie **une pédagogie basée sur l'acquisition de compétences** sans exclure la pédagogie par objectifs. Plus précisément, l'approche par les compétences complète la pédagogie par objectifs.

Le REMC s'articule autour des **quatre compétences globales suivantes** :

- assumer personnellement ses responsabilités citoyennes, juridiques et sociales ;
- utiliser un véhicule à moteur rationnellement et en sécurité ;
- préparer ses trajets et conduire le véhicule de façon autonome dans les situations de circulation simples ou complexes ;
- prendre en compte les facteurs entraînant une dégradation du système homme-véhicule-environnement, prendre les décisions qui permettent d'y faire face, mettre en œuvre les mesures préventives.

Chacune de ces compétences est déclinée en **sous-compétences associées** qui ne constituent pas une progression chronologique imposée.

Les compétences et sous-compétences associées déclinées dans les livrets d'apprentissage sont issues du REMC.

Le REMC introduit également de nouvelles notions et techniques d'apprentissage telles que la conduite économique et écologique et la conduite autonome.

III. Apports d'un apprentissage de la conduite basé sur l'acquisition de compétences

L'approche de l'apprentissage par les compétences permet d'aborder les niveaux supérieurs de la matrice GDE (Goals for Drivers' Education) qui fait référence auprès des experts et des acteurs de l'éducation routière en Europe.

Cette pédagogie permet notamment :

- **un travail renforcé sur les comportements de l'élève conducteur** au regard de son rapport au risque, au respect de la règle et aux influences extérieures qu'il peut subir (environnement social, familial, etc), afin qu'il devienne un conducteur plus responsable, plus autonome et respectueux des autres usagers de la route ;
- **un renforcement et une pérennisation des acquis de l'élève** : lorsqu'une compétence est acquise, elle peut être mise en œuvre et adaptée à toute situation de conduite rencontrée.

ANNEXE II

LES LIVRETS D'APPRENTISSAGE

Dans un souci de cohérence et afin de disposer d'un dispositif complet, l'entrée en vigueur des arrêtés du 12 mai 2014 relatifs aux livrets d'apprentissage des catégories motocyclettes et véhicules lourds (transports de marchandises et de personnes) est fixée, comme pour le REMC et l'arrêté du 29 juillet 2013 relatif au livret d'apprentissage de la catégorie B du permis de conduire, au **1er juillet 2014**.

Pour rappel :

- La détention du livret d'apprentissage est obligatoire pour toute personne apprenant à conduire un véhicule à moteur, sur les voies ouvertes à la circulation publique en vue de l'obtention du permis de conduire (art. R. 211-3 du code de la route) ;
- Le livret d'apprentissage est joint au formulaire de demande de permis de conduire de l'élève (document cerfa 02) durant l'apprentissage. Lors de l'apprentissage pratique, en cas de contrôle routier, le dossier 02 est présenté aux forces de l'ordre pour justifier de la situation d'élève conducteur ;
- Le livret est un outil pédagogique utilisé conjointement par l'élève et l'enseignant de la conduite pour matérialiser les objectifs et la progressivité de la formation.

Les changements apportés aux livrets d'apprentissage sont précisés ci-dessous.

I. De nouvelles formes de livret d'apprentissage

- Il n'y a **plus de modèle unique de livret d'apprentissage** ;
- Il est **possible** d'utiliser un livret d'apprentissage se présentant sous **une forme dématérialisée** ;
- Pour chacune des catégories de permis de conduire (B, BE, A1-A2-A, C1-C1E-C-CE, D1-D1E-D-DE), un arrêté définit un contenu minimum devant figurer dans le livret d'apprentissage.

1. Le modèle de livret unique n'existe plus

Désormais, la réalisation, la conception et la publication des livrets sont libres, à condition que leurs contenus respectent les prescriptions fixées par l'État.

L'initiative (réalisation-conception-publication) revient aux éditeurs et réseaux d'écoles de conduite intéressés.

2. La possibilité d'utiliser un livret dématérialisé

Il s'agit simplement de la possibilité, pour les établissements et enseignants de la conduite et de la sécurité routière en capacité de le faire, de s'adapter à l'évolution des nouvelles technologies et de proposer deux formats de livrets : le format « papier » et le format utilisant un support numérique.

II. Une rénovation des contenus

L'État, en lien avec les représentants des professionnels de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière a défini et fixé **un contenu minimum obligatoire** qui devra figurer dans tout livret d'apprentissage.

Le contenu pédagogique des livrets n'est plus décliné en étapes/objectifs/sous-objectifs mais en **compétences et sous-compétences associées**. Ces dernières, identifiées et déterminées pour l'apprentissage de la conduite des véhicules en fonction de la catégorie de permis de conduire sollicitée, constituent le **cadre général de formation ou « partie pédagogique »** de tous les livrets d'apprentissage.

Tout livret d'apprentissage intègre, a minima, les contenus obligatoires suivants :

- **Un préambule** : il donne une information générale à l'élève conducteur sur l'utilité de son livret, l'acquisition des compétences requises, les grandes lignes du programme de formation, le déroulement de l'épreuve pratique de l'examen du permis de conduire, etc.
- **Une partie pédagogique** : il s'agit du cadre général du programme de formation basé sur l'acquisition de compétences. Elle est composée de quatre ou cinq grilles (selon la catégorie de permis de conduire sollicitée), qui correspondent chacune aux principales compétences devant être acquises par l'élève conducteur. Chacune de ces compétences principales est déclinée en sous-compétences associées.
- **Une partie administrative** : elle est spécifique au livret d'apprentissage de la catégorie B du permis de conduire et comprend les documents réglementaires nécessaires au suivi des formations en apprentissage anticipé de la conduite - (AAC) - et en conduite supervisée.

III. Application dans le temps

Afin de ne pénaliser ni les élèves en cours de formation, ni les écoles de conduite, l'usage des précédents modèles de livret d'apprentissage est autorisé au-delà du 1^{er} juillet 2014.

ANNEXE III

Conséquences sur l'apprentissage de la conduite et l'examen du permis de conduire de l'entrée en vigueur de l'arrêté relatif au REMC et des arrêtés relatifs aux livrets d'apprentissage

I. Principales conséquences sur l'apprentissage de la conduite

1. La pédagogie

L'objectif général est de donner la priorité à un apprentissage axé sur les comportements de l'élève (compréhension des règles et de leur utilité, prise de conscience des risques, auto-évaluation, etc), au-delà du simple transfert de connaissances et de savoir-faire techniques qui sont nécessaires mais insuffisants.

- ❖ Le REMC et le cadre général des programmes de formation déclinés dans les livrets n'imposent pas de progression chronologique. Les compétences et sous-compétences associées peuvent donc être traitées selon des ordres différents laissés à l'appréciation et à l'initiative des professionnels de l'enseignement de la conduite.
- ❖ Pour chacune des compétences principales prévues dans les livrets, les sous-compétences associées peuvent être traitées par des approches pédagogiques différentes et selon les différents niveaux proposés par les grilles (*pourquoi – comment – prise en compte et évaluation des risques – influences et pressions extérieures sur le comportement de l'élève – auto-évaluation*).
- ❖ La détermination des critères d'évaluation et d'acquisition des compétences requises relève de la compétence des professionnels de l'enseignement de la conduite et de la sécurité routière au titre de leur liberté pédagogique.

2. Le livret

Quel que soit le format utilisé (papier ou support numérique), le livret doit :

- ❖ être présent dans le véhicule durant la formation pratique ;
- ❖ pouvoir être utilisé, renseigné et manipulé aisément dans le véhicule, à la fois par l'enseignant et par l'élève (ex : tablette) ;
- ❖ être conforme aux prescriptions fixées par arrêté ;
- ❖ pouvoir être consulté en cas de contrôle routier, par les forces de l'ordre, si ces dernières en font la demande.

II. Conséquences sur l'examen du permis de conduire

Ces nouvelles dispositions n'apportent pas de modification au déroulement des épreuves pratiques du permis de conduire et aux vérifications préalables réalisées par l'expert.

Dans le cadre de l'apprentissage anticipé de la conduite (AAC), la vérification du respect de la durée minimale réglementaire d'un an de conduite accompagnée, à compter de la date du rendez-vous préalable, est effectuée par l'expert sur présentation de l'attestation de fin de formation initiale (AFFI).

Cette attestation doit être présentée sous format papier quel que soit le format du livret utilisé lors de l'apprentissage. Elle peut donc être soit intégrée au livret (livret format papier), soit imprimée (livret format papier ou support numérique).